



Forum de Dialogue Sahel-Europe

11 June 2021

## Radicalisation djihadiste et autres facteurs de déstabilisation au Sahel<sup>1</sup>

Beatriz de León Cobo, Mohamed El Moctar Ag Mohamedoum,  
Patricia Rodríguez González et Marta Summers Montero

Depuis la chute de Kadhafi en Libye en 2011, et depuis la révolution touarègue et le coup d'État qui s'en est suivi au Mali en 2012, le Sahel a été plongé dans un cycle de violence qui se poursuit encore aujourd'hui. La pauvreté et la frustration, combinées au crime organisé, à l'extrémisme violent et à la faiblesse des institutions étatiques, font de la région une zone d'insécurité, d'instabilité et de conflit croissants.

---

<sup>1</sup> Cette analyse s'inscrit dans une ligne de recherche permanente du Centre de Sécurité Internationale sur le Sahel. Suite au Forum de Dialogue Sahel-Europe organisé en mars 2021, les intervenants appartenant au Groupe d'Experts Forum de Dialogue Sahel-Europe ont approfondi les thèmes de leurs conférences, analysant les défis partagés, et les opportunités de coopération pour nos défis communs. La crise politique au Mali et au Tchad a lié la crise sécuritaire aux défis de la gouvernance dans ces États, où la présence de milices d'autodéfense et de groupes djihadistes entrave le développement économique et social. Dans un environnement aussi changeant, le Sahel étant la frontière avancée de l'Europe, il est plus important que jamais de promouvoir un espace de dialogue dans lequel les deux régions peuvent partager, coopérer et proposer des solutions innovantes. Cette collection de publications, ainsi que le Forum de dialogue Sahel-Europe ont reçu une subvention du Secrétariat Général de la Politique de Défense du Ministère de la Défense.

Des groupes djihadistes, des groupes armés, des milices d'autodéfense et des réseaux criminels se consacrant au trafic d'armes et de drogue ont pris le contrôle de zones où les autorités sont peu présentes et où les pays ne contrôlent pas suffisamment leur territoire. Cet article étudiera, d'une part, le phénomène de la radicalisation djihadiste au Sahel, son évolution et ses causes et, d'autre part, les actions des autres acteurs de la violence tels que les milices d'autodéfense et les réseaux criminels. Afin de définir la limite géographique de l'analyse, dans cet article le Sahel se réfère principalement à la partie occidentale composée du Mali, du Niger et du Burkina Faso<sup>2</sup>.

### Évolution du phénomène djihadiste au Sahel

Les premiers signes d'activité djihadiste au Mali remontent au début des années 2000, avec les premières actions du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) dans le nord du pays en 2003, qui est ensuite devenu Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). De 2007 jusqu'à la révolution touarègue de 2012, l'activité djihadiste s'est accrue avec plusieurs enlèvements d'Occidentaux par les groupes terroristes AQMI et MUJAO, premier groupe né au Mali de la scission d'Al-Qaïda<sup>3</sup>. Les groupes djihadistes ont pu consolider leur présence dans la région en profitant du contrôle limité que le gouvernement malien exerçait dans les régions frontalières avec l'Algérie.

En janvier 2012, la révolution touarègue a commencé, qui durera jusqu'en 2015. Dans le même temps, Iyad Ag Ghali, leader touareg de la révolte des années 1990, a créé Ansar Dine en 2012, un groupe djihadiste lié à AQMI qui a profité du chaos de la révolution pour se développer. Jusqu'en 2015, les groupes djihadistes étaient affiliés à AQMI d'une manière ou d'une autre, mais en 2015, un nouveau groupe djihadiste a émergé dans le centre du Mali, Katiba Macina, un groupe ethnique-communautaire qui recrutait principalement des pasteurs peuls nomades. Avec un processus de radicalisation similaire, au Burkina Faso, un groupe djihadiste a émergé en 2016 qui entretient de bonnes relations avec Katiba Macina, le groupe Ansaroul Islam.

Toujours en 2016, Al Saharoui, ancien chef du MUJAO, a prêté serment d'allégeance à Daesh, créant sa propre filiale, l'État islamique du Grand Sahara, et s'étendant principalement dans la région occidentale du Niger (Tahoua et Tillabéri). Pour leur part, en 2017, les groupements terroristes les plus étroitement liés à AQMI se sont réunis au sein d'un réseau appelé JNIM, dirigé par Ag Ghali, dont l'activité prédomine désormais dans le centre du Mali et le nord du Burkina Faso. Depuis lors, les niveaux de violence djihadiste ont fortement augmenté dans la région. Le nord du Burkina Faso, l'ouest du

---

<sup>2</sup> Des références seront faites à la région du lac Tchad (composée principalement du Niger, du Nigeria et du Tchad) et à l'Afrique de l'Ouest, qui englobe davantage de pays de la région.

<sup>3</sup> International Crisis Group. Mali : *Eviter l'escalade Rapport Afrique* N°189 – 18 juillet 2012

Niger et le centre du Mali sont connus sous le nom de Liptako Gourma et c'est là que se concentre actuellement la plus grande activité djihadiste sahélienne.

Cette augmentation quantitative s'est en outre accompagnée d'une expansion géographique imparable de ces groupes vers les pays voisins, tant au sud qu'à l'ouest. Tout d'abord, en 2019, l'EIGS a entamé une stratégie expansive du sud-ouest du Niger vers le centre du Mali et le Burkina Faso, tentant d'opérer dans des territoires relevant traditionnellement du domaine du JNIM. Cela a provoqué des frictions entre les deux groupes qui, jusqu'à cette époque et à titre exceptionnel, entretenaient une relation de coexistence sans violence. En effet, à la fin de cette année-là, des affrontements ont commencé entre les deux affiliés terroristes, qui se sont intensifiés au cours du premier semestre 2020. Si, dans un premier temps, l'EIGS a remporté davantage de victoires, l'année s'est terminée par son retrait vers le Niger et l'est du Burkina Faso, peut-être aussi en raison de la pression militaire, notamment de l'opération Barkhane, qui l'a identifié comme la cible principale au cours de l'année 2020.

Le groupe est également actif dans les territoires proches des pays du Golfe de Guinée. Dans cette zone sud, des attaques croissantes le long de la frontière du Burkina Faso avec la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Bénin ont été enregistrées en 2019 et 2020. Les cellules de la Katiba Macina auraient été installées à l'ouest et à l'est de la frontière burkinabé, tandis que celles de l'EIGS fonctionneraient principalement à l'est. La menace qui pèse sur ces pays, dont divers services de renseignement avaient déjà averti, s'est finalement concrétisée en 2020, avec deux attaques terroristes au Bénin et en Côte d'Ivoire, respectivement.

Dans le cas du Mali occidental, le phénomène est mené par Katiba Macina, membre de la coalition JNIM, qui multiplie les attaques dans la région malienne de Kayes, à la frontière du Sénégal et de la Mauritanie. En effet, en février 2021, pour la première fois en trois ans, la gendarmerie sénégalaise a démantelé une cellule du groupe sur le territoire national sénégalais.

Outre l'influence accrue de l'EIGS et la pression militaire dans la zone des trois frontières, qui engendrerait un déplacement logique des groupes vers des zones moins protégées pour se réarmer, d'autres facteurs favoriseraient l'expansion territoriale des groupes terroristes. Tout d'abord, ces mouvements sont possibles grâce à la porosité des frontières nationales et au manque de contrôle des autorités, un phénomène commun à toute la région, qui permet à leurs militants de se déplacer facilement entre différents pays, rendant difficile leur localisation et leur poursuite. D'autre part, les territoires ciblés offrent la possibilité d'accéder à l'océan Atlantique, où des synergies pourraient être établies avec d'autres types de criminalité - notamment dans le golfe de Guinée, théâtre d'importants réseaux de piraterie ou de trafic illicite - facilitant ainsi l'obtention de financements et de fournitures. En outre, il convient de tenir compte de la richesse naturelle de ces régions, qui possèdent une multitude de ressources naturelles -

notamment des gisements d'or - qui, exploitées par des terroristes, pourraient constituer une autre source de financement. Tout cela, ajouté aux faiblesses structurelles des pays de la région - instabilité politique, mauvaises relations entre les gouvernements et les populations rurales, manque de loyauté des citoyens et sentiment d'abandon, entre autres - génère un contexte très défavorable dans lequel l'établissement et le succès de ces cellules terroristes sont beaucoup plus probables.

Enfin, deux autres groupes djihadistes sont actifs dans le sud-est du Niger : Boko Haram et l'État islamique d'Afrique de l'Ouest (EIAO), né d'une scission de Boko Haram. L'EIGS relève actuellement de la maison mère de l'EIAO, bien qu'elle ait été créée plus tôt<sup>4</sup>.

## **Les facteurs de radicalisation au Sahel**

Le conflit du Sahel n'est pas sorti de nulle part, c'est une accumulation de frustrations anciennes, auxquelles se sont ajoutés d'autres phénomènes qui, avec les différentes mutations et métamorphoses, ont fait de l'ensemble une crise multidimensionnelle complexe et très dynamique. De la colonisation à l'émergence du terrorisme, en passant par la répression de certaines populations, les sécheresses, le trafic de drogue et les accords de paix improvisés qui n'ont jamais été respectés. Tous ces facteurs socio-économiques, politiques et même culturels sont le plus souvent ignorés dans les différentes réponses à la crise, alors qu'ils sont les causes profondes de ce cycle de violence.

### ***Facteurs socio-économiques***

Les groupes djihadistes, les milices communautaires, les groupes armés non terroristes et les réseaux criminels fournissent des services et des emplois aux communautés locales à risque et offrent une protection dans certaines régions éloignées où la présence de l'État est faible. Les habitants de ces zones peuvent considérer ces groupes comme le meilleur, voire le seul, moyen de trouver un emploi et de vivre dans un environnement sûr.

Les sentiments d'exclusion et de marginalisation sont très répandus, surtout chez les jeunes des localités défavorisées et dans les milieux où les structures familiales sont érodées. Les comportements ne sont plus régis par les normes sociales d'antan et les jeunes ne savent pas quoi faire de leur temps. Ces situations peuvent conduire à un sentiment d'isolement. Les groupes extrémistes violents profitent de ce repli sur soi en

---

<sup>4</sup> Marta Summers Montero. *Enfrentamientos entre JNIM y EIGS*. Cambios en el equilibrio terrorista del Sahel. Documento de Opinión IEEE 98/2020

leur offrant un exutoire, un but et une intégration dans un mouvement collectif. C'est ainsi que les réseaux sociaux deviennent d'importants vecteurs de radicalisation et de recrutement.

En effet, la discrimination réelle ou perçue à l'encontre d'un individu, d'une communauté ou des deux en général peut favoriser l'extrémisme violent. Lorsque certaines communautés sont victimes de discriminations socio-économiques et politiques ou d'un manque de respect pour leur religion ou leur culture, elles sont poussées à se radicaliser, voire à recourir à l'extrémisme violent<sup>5</sup>.

La frustration générée par le manque d'opportunités et de perspectives chez les jeunes est un puissant moteur de l'activité extrémiste violente. Les jeunes plus instruits estiment souvent qu'ils méritent une vie meilleure que celle que leur offre leur société. Ils luttent pour accéder aux emplois auxquels ils estiment avoir droit ; ils sont conscients du népotisme qui se dresse sur leur chemin. Les jeunes n'ont pas toujours les moyens financiers de se marier et n'ont généralement pas voix au chapitre dans les sociétés traditionnelles<sup>6</sup>.

De même, l'absence de réponse aux besoins socio-économiques, surtout lorsqu'elle s'accompagne de facteurs tels que la corruption généralisée et le manque de sécurité et de justice, peut être exploitée par des groupes extrémistes violents qui proposent parfois une rémunération ou des services à la population.

### ***Facteurs politiques***

La corruption endémique et l'impunité des élites favorisent le désintérêt civique et l'apathie politique, et alimentent parfois un profond sentiment d'indignation morale. Plus l'environnement est corrompu, plus il est facile pour les groupes extrémistes violents de se présenter comme une alternative vertueuse en dénonçant l'immoralité des élites dirigeantes. Le traitement cruel et la torture de djihadistes présumés aux mains des forces de défense et de sécurité peuvent provoquer un désir de vengeance. En effet, plus les méthodes sont brutales et répandues, plus l'attrait pour les activités extrémistes violentes est fort et plus les communautés locales soutiennent les groupes

---

<sup>5</sup> Les représailles violentes exercées par d'autres communautés et par l'État provoquent un sentiment généralisé de frustration et d'injustice, principalement chez les pasteurs peuls du Mali, du Niger et du Burkina Faso. Les groupes djihadistes leur offrent une alternative pour obtenir la protection, la reconnaissance sociale et l'importance qu'ils estiment avoir perdues. Dans Beatriz de León Cobo; Patricia Rodríguez González. *La captación y radicalización de los peul por los grupos terroristas en el Sahel*. Documento de Opinión IIEE 125/2020.

<sup>6</sup> Augustin Loada et Peter Romaniuk, *Vers une résilience nationale dans un contexte d'insécurité régionale Prévention de l'extrémisme violent au Burkina Faso*. Juin 2014.

extrémistes violents. Le soutien aux activités extrémistes violentes peut s'expliquer par le désir de certains individus de réparer un déshonneur pour eux-mêmes ou pour la communauté.

En outre, certaines zones à faible densité où la gouvernance est médiocre ou inexistante offrent un refuge aux organisations extrémistes qui rencontrent peu d'obstacles et obtiennent même le soutien de la population locale négligée par les autorités dirigeantes. Tout cela crée les conditions propices à des conflits locaux d'une certaine ampleur qui peuvent conduire au chaos, entraver le fonctionnement des institutions de l'État et créer un vide politique qui peut être facilement exploité par des organisations extrémistes violentes. Certains gouvernements ont souvent soutenu des milices et des mouvements, pour ensuite en perdre le contrôle très rapidement. En bref, lorsqu'un régime est totalement discrédité et qu'il n'y a pas d'opposition viable, ceux qui s'opposent au gouvernement et veulent des réformes sont écartés des canaux politiques traditionnels et peuvent se tourner vers des groupes extrémistes.

Enfin, si l'État n'est plus en mesure de protéger sa population et d'assurer la sécurité de ses citoyens, les groupes extrémistes violents ont recours à l'intimidation et à la coercition pour forcer les gens à les soutenir. Certaines populations peuvent prêter attention à la propagande extrémiste violente affirmant que le système politique et économique mondial est discriminatoire à l'égard du monde musulman, ce qui est parfois corroboré par des sentiments individuels ou collectifs de discrimination.

### ***Facteurs culturels***

Il existe une forte corrélation entre le succès des extrémistes violents et la perception que l'Occident s'attaque à l'Islam et aux musulmans. Les personnes qui vivent la répression et l'humiliation au quotidien sont plus sensibles aux images poignantes et hautement politisées des musulmans qui souffrent dans d'autres pays. Ce facteur recoupe en partie le facteur politique et le renforce. Les gens ressentent parfois une menace plus générale pour leur culture, leurs traditions, leurs coutumes, leurs valeurs et leur sens de l'honneur et de la dignité individuelle et collective.

### ***Radicalisation dans l'enfance***

Après avoir examiné les facteurs de radicalisation dans le Sahel occidental, il est essentiel de se concentrer sur le problème de la radicalisation des enfants dans cette région.

Chaque jour, des milliers d'enfants sont séparés de leur famille dès leur plus jeune âge pour être exploités à des fins de travail ou d'exploitation sexuelle, utilisés pour la mendicité forcée, victimes d'une extrême cruauté de la part de leur famille, abandonnés, expulsés de leur foyer, victimes de la traite interne et transnationale, et

des milliers d'autres sont contraints de vivre dans les rues des grandes villes pour une ou plusieurs de ces raisons.

Il n'est pas possible de savoir exactement combien d'enfants sont touchés car, bien que les problèmes soient visibles, il n'existe pratiquement aucune étude sur ce sujet, ce qui reflète le manque d'intérêt pour ce problème. Certaines des données que nous pouvons offrir sont, par exemple, qu'un enfant peut être acheté pour 30 euros au Bénin. Au Sénégal, une étude réalisée en 2017 parle de 150 000 enfants contraints à la mendicité par de supposés maîtres coraniques à travers le pays. La crise ivoirienne a multiplié par deux le nombre d'enfants dans la rue, les "enfants microbes", et les incidents violents qu'ils provoquent. À Freetown, plus de 2 500 enfants vivent jour et nuit dans la rue, dont quelque 800 se prostituent<sup>7</sup>. Ce sont là quelques exemples de violations systématiques des droits les plus fondamentaux de l'enfant, auxquels il faut ajouter la vulgarisation croissante de la consommation de drogues bon marché dans les rues.

Ces enfants sont abandonnés et parfois même criminalisés par la société et la communauté internationale. L'abandon et la maltraitance d'un enfant en bas âge ont des conséquences directes sur son développement à l'âge adulte : retard psychomoteur, problèmes émotionnels, problèmes de santé physique, etc. S'ils ne créent pas de relations de confiance à cet âge, ils grandiront en ayant peur du monde et des gens qui les entourent. Cette situation de manque absolu de protection et de vulnérabilité est mise à profit par les groupes djihadistes qui les approchent avec une proposition, un projet de vie, une identité et une appartenance, une protection et de l'argent. En 2015, Boko Haram a recruté des jeunes dans le nord du Bénin pour 250 euros.

L'enfant n'est pas quelqu'un à craindre mais quelqu'un à protéger, non par peur mais par coresponsabilité et humanité. Aujourd'hui, les gouvernements locaux investissent peu ou pas du tout dans la résolution de ces problèmes. Bien qu'il existe dans la plupart de ces pays une législation exhaustive condamnant ces pratiques, elle est systématiquement violée sous le regard aveugle des autorités et des agents publics qui devraient la faire respecter.

Au cours des dix dernières années, loin de s'améliorer, la situation s'est de plus en plus détériorée sous le regard passif de ceux qui sont chargés de travailler pour inverser cette situation. Si nous voulons vraiment améliorer la sécurité et prévenir l'extrémisme, il faut non seulement investir des fonds, mais aussi veiller à la qualité des interventions dans les domaines de la santé mentale, de la famille, de la création de refuges et de programmes de réinsertion qui offrent de réelles opportunités au lieu de perpétuer les situations de pauvreté.

---

<sup>7</sup> Pour plus d'informations: Patricia Rodríguez González. *La trata de niñas con fines de explotación sexual en Sierra Leona*. Documento de Opinión IEEA 44/2020.





### Radicalisation des leaders djihadistes

Cette section étudiera les biographies des leaders de deux groupes djihadistes opérant au Sahel : Iyad Ag Ghali (Ansar Dine et JNIM) et Amadou Koufa (Katiba Macina). Il est essentiel de connaître leur processus de radicalisation pour comprendre comment un phénomène si étranger à la région il y a 15 ans a pu se développer aussi rapidement. Si l'expansion soudaine et rapide du djihadisme au Sahel a suscité l'intérêt des experts, c'est que la population hétérogène du Sahel est traditionnellement soufie et a même coexisté et repris certaines pratiques des religions traditionnelles africaines. La radicalisation des leaders des communautés soufies vers le salafisme a poussé plusieurs communautés à suivre cette branche plus conservatrice de l'islam qui se concentre sur la restauration de la vision de l'islam pratiquée par les premiers musulmans.

De nombreux dirigeants ont appartenu au mouvement religieux pacifique connu sous le nom de Dawa Tabligh, un groupe missionnaire fondé en 1927 dans le but de réislamiser les musulmans indiens. Cette communauté religieuse s'est répandue au Pakistan, puis dans le monde entier, de Paris au Sahel. Bien qu'aucun lien direct entre Al-Qaïda et la Dawa Tabligh n'ait été prouvé, les groupes djihadistes recrutent leurs membres en raison de la similitude du discours et des enseignements conservateurs de ce groupe.<sup>8</sup>

En commençant par le chef du JNIM, Iyad Ag Ghali est un Touareg malien de la tribu des Ifoghas qui a mené la révolution touarègue dans les années 1990. Au début des années 2000, il a rejoint le mouvement Dawa Tabligh, et de là jusqu'en 2011, il s'est radicalisé en ayant ses premiers contacts avec Al-Qaïda au Maghreb islamique. Il a été envoyé comme conseiller consulaire en Arabie saoudite, d'où il a été expulsé pour ses contacts présumés avec Al-Qaïda. Après la chute de Kadhafi en Libye, alors que de nombreux

---

<sup>8</sup> Mathieu Pellerin, *Les trajectoires de radicalisation religieuse au Sahel*, Notes de l'Ifri, Ifri, février 2017.



leaders touaregs se sont réunis à Zakak, dans le nord du Mali, avant le début de la révolution fin 2011, Ag Ghali est rentré au Mali avec l'intention de diriger la révolution et de créer une république islamique dans laquelle la charia serait établie. Les dirigeants touaregs le considéraient comme trop radicalisé pour diriger la révolution. C'est alors qu'Ag Ghali, profitant de ses contacts avec AQMI, a décidé de former son propre groupe djihadiste, Ansar Dine. Ansar Dine s'oppose à l'indépendance de l'Azawad pour laquelle Ag Ghali s'était tant battu dans le passé, et prône plutôt l'application de la charia dans sa vision la plus extrême promue par AQMI et d'autres groupes djihadistes.<sup>9</sup>

La deuxième biographie à étudier est celle d'Amadou Koufa, un poète et chef religieux peul du centre du Mali qui va se radicaliser et devenir le créateur du groupe djihadiste Katiba Macina. Koufa a reçu une excellente éducation coranique traditionnelle, se formant auprès de célèbres prédicateurs maliens. Dans ses discours, il promeut un islam traditionnel et critique l'injustice du système de castes au sein de la communauté peule. Jusqu'à sa radicalisation, il était considéré comme une figure d'autorité dans la sphère religieuse. En 2009, alors que le gouvernement malien mène certaines réformes sociales comme la réforme du code de la famille, Koufa rejoint le Dawa Tabligh, où il a le sentiment que ses opinions et ses discours conservateurs sont entendus et soutenus<sup>10</sup>. Dans le Dawa, Koufa a établi une meilleure relation avec Ag Ghali et plus tard, il a rejoint Ansar Dine après sa formation. Il a d'abord été l'émissaire de ce groupe dans la région centrale du Mali, dont il était originaire, mais il a ensuite décidé de former le groupe Katiba Macina. Koufa et Ag Ghali, ainsi que le chef d'AQMI-Mali et le chef d'Al-Mourabitoun, ont formé le réseau terroriste Jamaat Al-Nusra Al-Islam Wal Muslimin (JNIM) en 2017<sup>11</sup>.

## Les milices d'autodéfense comme acteurs de la violence au Sahel

Les milices d'autodéfense existent dans le contexte des crises sécuritaires au Sahel depuis des décennies. Au Mali, à la suite des révolutions des années 1990, 2006 et 2012, différentes milices telles que Ganda Koy et Ganda Izo ont émergé dans les territoires adjacents au nord du pays pour se défendre de la criminalité et de l'insécurité causées par les soulèvements. Ces milices ont même été signataires des accords de paix qui ont

---

<sup>9</sup> Adib Bencherif. *De la « question touarègue » aux mémoires du conflit : pour une réconciliation malienne*. Centre FracoPaix en résolution des conflits et missions de paix. UQAM. 2018. P.10

<sup>10</sup> Modibo Ghaly Cissé. *H. Koufa, fer de lance du radicalisme dans le Mali central*. En *Prédation et violence au Mali: élites statutaires peules et logiques de domination dans la région de Mopti*, Canadian Journal of African Studies / Revue canadienne des études africaines. 2019.

<sup>11</sup> Beatriz de León Cobo. *De líderes comunitarios a jefes terroristas, ¿cómo una secta indo-paquistaní radicalizó a los líderes del terrorismo en el Sahel?* Atalayar. Septiembre 2020.

suivi les révolutions. Comme l'État est incapable d'assurer la sécurité de ses citoyens, certains jeunes créent ces groupes armés de manière ad hoc, dans le but de protéger leur bétail et leurs villages pour de courtes périodes.

Ainsi, bien que le phénomène ne soit pas inconnu, l'irruption du djihadisme au Sahel a entraîné la création de milices d'autodéfense qui se sont consolidées au fil du temps et sont devenues un autre acteur de la violence contre les civils. La région du Liptako Gourma (zone frontalière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger) est l'une des plus hétérogènes sur le plan ethnique (Peuls, Tamasheq, Bambara, Songhai, Dogon, Arabes...).

Les communautés, aux modèles économiques et sociaux différents, vivent sur un territoire limité. Auparavant, les différends relatifs à la terre, à l'eau, à l'utilisation de l'eau ou aux itinéraires de transhumance, notamment entre des communautés d'agriculteurs comme les Dogons au Mali ou les Mossis au Burkina Faso et des communautés de pasteurs nomades comme les Peuls, étaient résolus pacifiquement par la médiation des chefs des structures traditionnelles. Après la révolution de 2012 et l'expansion du djihadisme dans le centre du Mali, le climat d'insécurité et la dépendance à ces groupes armés et à ces armes pour résoudre les conflits étaient déjà en place<sup>12</sup>.

Tout comme les groupes djihadistes ont profité des tensions intercommunautaires pour recruter les castes les plus marginalisées de la communauté peule, les groupes d'autodéfense dogons et les chasseurs dozos ont utilisé la crainte de leurs communautés de la radicalisation de certains Peuls pour mobiliser les jeunes. Fin 2016, la milice d'autodéfense Dan Na Ambassagou (Chasseurs qui ont confiance en Dieu) est née. Dans leur récit, ils accusent les Peuls d'être des djihadistes ou des sympathisants djihadistes, notamment le groupe Katiba Macina. S'ils étaient initialement soutenus ou du moins tolérés par les autorités étatiques, cette situation a changé en raison des attaques de Dan Na Ambassagou contre des civils non armés, des femmes et des enfants, anéantissant des villages peuls entiers, comme le massacre d'Ogossagou (Mali) en mars 2019<sup>13</sup>.

---

<sup>12</sup> Olivier and Catherine Barrière, *Un droit à inventer*. Foncier et environnement dans le delta intérieur du Niger. IRD Éditions, Paris, 2002.

<sup>13</sup> Beatriz de León Cobo y Patricia Rodríguez González. *La captación y radicalización de los peul por parte de grupos terroristas del Sahel*. Instituto Español de Estudios Estratégicos (IEEE). Octubre 2020.

## Conclusion et recommandations

Tous les facteurs ci-dessus et leurs conséquences démontrent les limites des réponses déjà préconisées par nos États à la crise complexe du Sahel. Nos observations, recherches et entretiens sur le terrain ont débouché sur un certain nombre de recommandations.

### ***La protection des civils au coeur des opérations antiterroristes***

Les pays du Sahel et leurs partenaires doivent revoir leurs approches en prônant le dialogue avec tous les acteurs et en plaçant la protection des civils au cœur des mandats des différentes interventions militaires en réponse à la crise. Selon le rapport d'avril 2021 de la Coalition citoyenne pour le Sahel, "en 2020 au Mali, plus de civils ont été tués dans des attaques d'opérations militaires (35%) que dans des attaques de groupes djihadistes (24%).<sup>14</sup>" Le développement socio-économique, les réformes de gouvernance, les urgences humanitaires et la lutte contre l'impunité doivent figurer parmi les priorités de la nouvelle approche.

### ***La transition au Mali comme une opportunité de gérer la crise politique et le manque de cohésion sociale qui ont conduit au coup d'état.***

Aujourd'hui, l'avenir du Sahel est intimement lié à la réussite des deux transitions, au Mali et au Tchad. L'efficacité du G5 Sahel sur le terrain dépendra de la stabilité du Tchad et du processus de paix au Mali. La communauté internationale doit soutenir les efforts des autorités de transition en prônant le rétablissement de l'ordre constitutionnel et démocratique.

Avant le coup d'État au Mali, la profonde crise de confiance entre le gouvernement et les mouvements signataires de l'accord de paix et de réconciliation de 2015 a empêché la bonne mise en œuvre des accords. Ce gouvernement de transition a l'opportunité de contribuer à restaurer la confiance avec les populations du nord du Mali en soutenant le développement des régions et en facilitant l'intégration des anciens membres des groupes armés dans la société<sup>15</sup>. Bien que certains politiciens affirment qu'une modification de cet accord est nécessaire, car il s'agit d'un "germe de partition du pays", les autorités nationales et la communauté internationale doivent mettre l'accent sur l'encouragement de dialogues inclusifs qui ne paralysent pas la mise en œuvre des

---

<sup>14</sup> Coalition citoyenne pour le Sahel. *Sahel: Ce qui doit changer. Pour une nouvelle approche centrée sur les besoins des populations*. Recommandations de la Coalition citoyenne pour le Sahel, Avril 2021.

<sup>15</sup> Mamadou Bodian, Aurélien Tobie, Myriam Marending. *The Challenges of Governance, Development and Security in the Central Regions of Mali*. SIPRI. 2019.

mesures urgentes de l'accord et qui permettent de trouver des compromis efficaces et durables<sup>16</sup>.

Outre la question touarègue, les tensions violentes entre les communautés et le manque de confiance entre les communautés et l'État lui-même indiquent qu'il est urgent de repenser la stratégie de cohésion sociale du Mali.

### ***Développement et dialogue avec les différents acteurs locaux***

Les gouvernements du Mali, du Niger, du Burkina Faso et du Tchad, avec le soutien de l'Europe, doivent, en plus de l'option militaire, privilégier le dialogue avec l'opposition, la société civile, les groupes armés et certains groupes djihadistes locaux ayant des objectifs politiques<sup>17</sup>, tout en apportant des réponses appropriées aux facteurs socio-économiques, politiques et culturels qui sont à l'origine de la radicalisation des communautés, avec un accent particulier sur la protection des enfants. Cette approche permettra de rétablir la confiance et la sécurité, d'amorcer le retour des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays, de réhabiliter les services sociaux de base, de déradicaliser les communautés locales et d'isoler l'extrémisme violent.

---

#### *Investigateurs principaux*

**Beatriz de León Cobo.** Chercheuse et consultante experte en sécurité et processus de radicalisation violente au Sahel. Coordinatrice du groupe d'experts Sahel Europe Dialogue Forum et analyste au Centre de sécurité internationale de l'Université Francisco de Vitoria.

**Mohamed El Moctar Ag Mohamedoum.** Chercheur associé à Timbuktu Institute, Commissaire à la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) et Instructeur Temporaire à l'École de Maintien de la Paix Alioune Blondin BEYE (EMP-ABB). Membre du groupe d'experts du Forum de dialogue Sahel-Europe.

---

<sup>16</sup> Carter Centre. Report of the Independent Observer. *On the Implementation of the Agreement on Peace and Reconciliation in Mali, Emanating from the Algiers Process*. December 2020.

<sup>17</sup> International Crisis Group. *Speaking with the "Bad Guys": Toward Dialogue with Central Mali's Jihadists*. Africa Report N°276. 28 May 2019.

*Experts collaborateurs qui ont aidé à la rédaction de ce document*

**Patricia Rodríguez González.** Fondateur et PDG de la Fondation Child Heroes. Spécialiste de la protection de l'enfance.

**Marta Summers Montero.** Coordinateur de l'Observatoire de l'activité jihadiste au Maghreb et au Sahel occidental à l'OIET et professeur à l'Université Francisco de Vitoria.

Cet article a bénéficié d'une subvention du Secrétariat général de la politique de défense du Ministère de la Défense.

